

« Alep est un Hiroshima sans arme nucléaire »

Entretien avec le Docteur Emile Katti, chirurgien à Alep.

Présentation d'Alep

Alep est l'une des plus anciennes villes de l'humanité, car elle fut habitée dès le VI^e millénaire avant J.-C. Elle fut l'une des capitales de la route de la soie et une grande ville commerciale et culturelle sous l'Antiquité. Elle regorge de bâtiments précieux : la vieille ville, classée en 1986 au patrimoine mondial de l'UNESCO, la citadelle, le souk, l'un des plus grands au monde, des églises des premiers siècles du christianisme. Autant de bâtiments aujourd'hui détruits. Avant la guerre, la province d'Alep comptait six millions d'habitants.

Le docteur Émile Katti est chirurgien dans un hôpital d'Alep. Il y a vécu pendant toute la durée de la bataille d'Alep. Il a étudié en France et en Italie. Il est professeur agrégé de médecine et travaille en collaboration avec plusieurs chirurgiens français. Il nous livre ici un entretien exceptionnel sur la situation actuelle à Alep.

Quelle est la situation actuelle à Alep ?

La guerre a commencé il y a six ans. Elle a provoqué de nombreuses destructions et des milliers de morts et de réfugiés. C'est une situation très difficile pour les civils, car Alep est la zone où il y a le plus de combats. Certains ont parlé d'« Hiroshima sans arme nucléaire ». Alep est le Stalingrad du XXI^e siècle, mais avec une durée beaucoup plus longue.

La ville fut coupée en deux zones : l'est et l'ouest. L'est a été contrôlé par les djihadistes, jusqu'à la libération de la zone peu avant Noël. Les médias français ont parlé de rebelles modérés, mais ils n'ont rien de modéré. Ce sont des islamistes, liés à différentes branches d'Al Nosra (c'est-à-dire Al Quaida). À côté d'Al Nosra, il y a aussi la présence de Daesh, les deux mouvements étant opposés.

La plupart des civils ont fui Alep pour se protéger et éviter les attaques et les agressions. Il y avait autrefois six millions d'habitants dans la province d'Alep, c'est beaucoup moins aujourd'hui. Beaucoup ont fui en Syrie ou à l'étranger.

Il y a eu moins de combats à l'ouest, même si cette partie de la ville fut quand même touchée par les bombardements.

Les conditions de vie sont très difficiles. Les djihadistes ont coupé l'eau et l'électricité pour affaiblir les populations et s'en servir comme moyen de pression politique. Ils ont déclenché une guerre de l'eau, ce qui est interdit par les accords internationaux. C'est un crime de guerre. Cela pose de graves problèmes pour boire et pour l'hygiène. Des forages ont été faits à Alep ouest

pour accéder à des puits d'eau. Cela oblige à monter des bidons de 20 litres dans les étages des immeubles. C'est une situation très pénible pour les populations, d'autant que les coupures d'électricité sont fréquentes. Les djihadistes ont occupé les centrales électriques pour couper le courant. Le gouvernement a apporté des groupes électrogènes pour alimenter certains quartiers, mais cela coûte très cher et l'électricité est intermittente.

Quelles formes ont pris les combats ?

Les djihadistes ont profité de leurs positions à Alep est pour bombarder Alep ouest. Avant la libération d'Alep est il y avait des bombardements tous les jours : des roquettes, des missiles, des bombes de gaz remplies de boulons et de pièces de fer. Les dégâts sur les civils sont importants, avec des membres coupés ou abîmés et des pièces fichées dans les corps. Il y a eu environ 100 000 morts à Alep.

Les églises et les habitations ont été détruites.

La vieille ville d'Alep est classée au patrimoine mondial de l'UNESCO. Les dégâts y sont très importants. Les djihadistes ont détruit le souk, une partie de la citadelle et des bâtiments historiques. Ils ont cherché à détruire une civilisation, à raser les éléments du passé.

Quelle est la situation aujourd'hui ?

Les explosions ont beaucoup diminué, mais il y en a encore. Les djihadistes d'Al-Nusra contrôlent une partie de la banlieue et continuent de tirer. Ceux-ci menacent d'envahir Alep la semaine prochaine. On ne sait pas si c'est vrai, peut-être est-ce seulement des menaces, mais tout est possible. Il y a des forces internationales derrière eux qui les poussent sur le terrain. Mais l'armée syrienne devrait pouvoir les repousser.

Dimanche 19 mars, les rebelles ont attaqué et occupé des bâtiments du quartier Abbasiyine, mais l'armée syrienne est en train de les repousser.

La seule route qui permet la communication entre Alep et l'extérieur a été attaquée par les djihadistes, à 140 km d'Alep. L'armée est en train de les combattre mais la route est provisoirement coupée aux véhicules, dans les deux sens.

Quelle est la vie quotidienne aujourd'hui à Alep ?

La vie est difficile quand il n'y a ni eau ni électricité. Il y a aussi des problèmes pour trouver le fioul et l'essence. L'armée a libéré la route vers l'Euphrate il y a dix jours, ce qui permet d'alimenter Alep en eau. L'eau du robinet est revenue le samedi 18 mars. Depuis quelques jours il y a une à deux heures d'électricité par jour. Beaucoup de gens sont partis et espèrent revenir. Les migrants sont fatigués et veulent revenir. La paix est la solution aux réfugiés syriens. Cela

soulagera aussi les pays qui ont subi ces migrations (Liban, Jordanie).

Comment s'organisent les soins dans votre hôpital ?

Il est encore possible de soigner et d'opérer, mais cela est bien sûr difficile quand manque l'eau, l'électricité et les médicaments.

Les usines de fabrication des médicaments fonctionnent encore. Cela permet d'assurer 70% des médicaments, notamment génériques. En revanche, les médicaments spécifiques sont difficiles à trouver à cause de l'embargo de l'Occident. Nous subissons là la pleine hypocrisie de certains politiques : l'Occident défend les droits de l'homme, mais il ferme les yeux sur les ventes d'armes aux djihadistes et il met en place un embargo qui nous empêche d'acheter des médicaments.

À Damas, la situation est-elle calme ?

C'est plus calme. Il y a deux mois les djihadistes ont coupé l'eau et il a fallu un mois pour la restaurer. Il y a toujours le problème du courant électrique avec des coupures fréquentes. À Damas, la vie est plus tranquille. Alep est la ville la plus touchée et qui souffre le plus.

A-t-on des perspectives de paix ?

C'est difficile d'y répondre, car cela dépend des puissances régionales et internationales. La Turquie joue un double jeu. Elle arme les rebelles de Daesh et Al Quaida, elle laisse sa frontière ouverte pour permettre aux djihadistes de venir s'entraîner et de s'infiltrer en Syrie et ensuite elle se plaint des attentats et des déstabilisations. Les Afghans et les Tchétchènes sont passés par la Turquie, ils ont été entraînés et armés en Turquie. La plupart des hommes qui ont combattu en Syrie ne sont pas des Syriens, ce sont des djihadistes venus d'ailleurs. La Syrie est victime d'une déstabilisation internationale orchestrée par les puissances régionales. Erdogan veut faire un néo empire ottoman, ce qu'il appelle le néo-ottomanisme, défendu aussi par son ancien ministre Davutoglu. Obama a laissé faire, il a été roulé par la Turquie. Le modèle islamique s'est diffusé à l'insu des États-Unis.

Trump étant contre Daesh, cela peut renverser un peu la situation.

Quel est le rôle des Russes dans la région ?

L'armée russe est présente à Alep, mais de façon discrète. La Russie est très bien vue, car elle a permis de défendre les villes et de combattre les djihadistes. Sans l'aide russe, les djihadistes auraient gagné. L'aviation russe a été d'un grand secours. La Russie est très aimée ici et certaines personnes commencent à apprendre le russe. Il y a un front commun entre l'armée du gouvernement, la Russie, l'Iran et le Hezbollah. Face à eux, la Turquie et l'Arabie Saoudite, la Turquie finançant Daesh et Al Nosra.

Dans ce conflit, l'Europe est complètement sortie du jeu, et notamment la France qui a mal réagi dès 2011-2012 et qui est désormais à l'écart, alors que la Syrie est l'un de ses anciens protectorats et qu'elle connaissait bien la zone.

Quel peut être le visage de la zone dans les années à venir ?

Le Liban a été protégé de la guerre, mais il a reçu beaucoup de réfugiés et il y a un risque de déstabilisation. Pour l'instant, il est à l'écart du conflit, mais pour combien de temps ?

Les puissances régionales ont la volonté de redécouper la zone et de faire des États confessionnels : alaouites, chrétiens, sunnites, chiites. Il s'agit de créer des États fondés sur la confession et non plus sur l'appartenance nationale. Ainsi, ils seraient antagonistes, ce qui affaiblirait la région. C'est le cas actuel de l'Irak, qui est coupé en trois zones.

L'Arabie Saoudite a aidé et financé Al Nosra. Elle achète des armes et elle les fait passer en Turquie. De même, elle aide le départ des djihadistes, qui vont en Turquie pour s'entraîner. Le Qatar, lui, aide Daesh. Il y a une opposition entre ces deux pays.

La guerre de Syrie et la bataille d'Alep sont les lignes de front de l'Europe. Si la Syrie tombe, la guerre se déplacera en Europe. Les terroristes qui ont réalisé les attentats en Europe ont été formés dans cette région, et les attentats ont été pilotés depuis la zone. Il y aura un effet domino : la chute de la Syrie causera la chute de l'Europe. À Alep, c'est plus que le sort de la Syrie qui se joue.